

Florence CHENU

Inspectrice

Service Santé Protection animales et Environnement

Réf. : DDETSP55-2025- 01228

Code AIOT : 0055500777

Bar-le-Duc, le 11/09/2025

ATEMAX FRANCE

Rue Petit Autel

55 290 MORLEY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ATEMAX FRANCE

Rue Petit Autel

55 290 MORLEY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02 septembre 2025 dans l'établissement ATEMAX FRANCE implanté Rue Petit Autel 55 290 MORLEY. L'inspection a été annoncée le 12/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATEMAX FRANCE
- Rue du cimetière 55 290 MORLEY
- Code AIOT : 0055500777
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ATEMAX à MORLEY est un établissement de dépôt et traitement de sous-produits d'origine animale soumise à autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Sols des voies de circulation	Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 8	Demande d'action corrective	12 mois
4	Réserves pour assurer la protection de l'environnement	Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
5	Locaux de réception et de stockage des sous-produits d'origine animale	Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
7	Bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 19	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Panneau de signalisation	Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Circulation des véhicules	Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 6	Sans objet
6	Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités sont à corriger.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Panneau de signalisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 5
Thème(s) : Autre, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Un panneau de signalisation et d'information en matériaux résistants est placé à proximité immédiate de l'entrée principale. Il porte en caractères lisibles et indélébiles les mentions suivantes : (désignation de l'installation) Dépôt de sous-produits d'origine animale (ou intitulé exact des sous-produits entreposés) soumise à autorisation au titre de l'article L. 512-2 du code de l'environnement Autorisation préfectorale n° ... du (date) raison sociale, adresse ACCES INTERDIT SANS AUTORISATION
Constats : Un panneau de signalisation et d'information est placé à l'entrée du site. Il porte en caractères lisibles et indélébiles les mentions suivantes : AKIOLIS - site de MORLEY Installation de collecte et de transfert de sous-produits animaux de catégorie 1 et 2 soumise à autorisation au titre de l'article L. 512-2 du Code de l'environnement Arrêté préfectoral du 05/10/2000 ATEMAX - Rue Petit Autel - 55 290 MORLEY
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Circulation des véhicules

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 6
Thème(s) : Autre, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'organisation de la circulation des véhicules à l'intérieur du site doit être conçue pour qu'aucun véhicule souillé ne quitte le site sans avoir reçu un lavage approprié. Le plan de circulation à l'intérieur du site doit être affiché et les moyens de surveillance doivent être mis en œuvre pour contrôler à tout moment les entrées et sorties.
Constats : L'organisation de la circulation des véhicules à l'intérieur du site est conçue pour qu'aucun véhicule souillé ne quitte le site sans avoir reçu un lavage approprié.

Le plan de circulation est affiché à l'entrée des bureaux, des panneaux indiquent le sens de circulation vers les salles et vers le pont bascule.
Des fiches de procédure « maîtrise du nettoyage et de la désinfection » et « règles applicables à la collecte, au transport et au déchargement des sous-produits » sont existantes.
Les contrôles des entrées / sorties sont réalisés par une personne à l'accueil.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sols des voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 8

Thème(s) : Autre, Dispositions générales

Prescription contrôlée :

Le sol des voies de circulation et de garage autres que les voies liées au parking des véhicules après lavage et désinfection doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

Constats :

En sortie de station de lavage, la dalle de transition (béton de la station de lavage et enrobés) est fissurée et les enrobés sont détériorés, présentant deux trous profonds. (Au passage d'un camion, l'enfoncement des roues du camion est très prononcé.)
L'eau est stagnante. Les eaux de lavage ne sont pas récupérées dans les caniveaux et les canalisations ni par le séparateur d'hydrocarbure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En sortie de station de lavage, réfection de la dalle de transition, des enrobés, des canalisations, des caniveaux afin de récupérer l'ensemble des eaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : Réserves pour assurer la protection de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 9

Thème(s) : Autre, Dispositions générales

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

Constats :

Le site de MORLEY dispose de 2 moyens d'intervention :

- un kit de nettoyage équipe chaque camion,
- un local technique où sont stockés les réserves.

Le local technique est rangé et organisé.

La liste « kit de déversement » contenant l'état des stocks des produits pour assurer la protection de l'environnement est affichée à l'intérieur et une photo de l'ensemble du stock est présente.

La liste n'est pas spécifique par site (CHARNY-SUR-MEUSE ou MORLEY). Elle n'a jamais été mise à jour (date, nom, signature), une colonne « type d'incident » est à rajouter. Sa mise à jour se fera annuellement si pas d'incident pour vérification des stocks et à chaque incident.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>La liste « kit de déversement » est nominée pour le site de MORLEY.</p> <p>Une colonne « type d'incident » est à rajouter.</p> <p>Sa mise à jour (date, nom, signature, type d'incident) se fait annuellement si pas d'incident pour vérification des stocks et à chaque incident.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Locaux de réception et de stockage des sous-produits d'origine animale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 11
Thème(s) : Autre, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de réception et de stockage des « sous-produits d'origine animale » doivent être sous bâtiment fermé pour limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement, notamment par l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement. Les opérations de dépotage ne s'effectuent pas à l'air libre.</p> <p>Les surfaces de réception sont étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des « sous-produits d'origine animale » ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions de l'article 27. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations du site de Morley sont très concentrées et disposent de peu d'espace au vu de la fréquence d'arrivée des camions.</p> <p>Les salles sont équipées chacune d'une porte escamotable à détection automatique.</p> <p>Les salles sont propres et les sols sont étanches.</p> <p>Une fiche de procédure est existante.</p> <p>Lors de la visite, deux portes étaient ouvertes. La porte en sortie ne s'est pas refermée car le camion était trop avancé et la détection automatique de la porte empêchait sa fermeture.</p> <p>La porte d'entrée est détériorée, la détection automatique ne fonctionne plus et les parties en plastiques sont arrachées. Le remplacement de la porte est prévu. La commande a été faite mais un problème de livraison a retardé son remplacement.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>À l'intérieur des salles, les camions doivent être positionnés de manière à ne pas empêcher la fermeture des portes.</p> <p>La porte d'entrée est à remplacer.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 16
Thème(s) : Autre, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Constats :

L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits dangereux.

Les fiches de données de sécurité sont répertoriées dans un classeur et dans un fichier excel ou elles sont directement consultables.

Un contrôle visuel des étiquettes des produits « Medi-Prop » et « Incimaxx » est effectué. Les étiquettes des produits sont lisibles.

Les produits sont disposés sur des bacs de rétention et sont rangés par catégorie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2023, article 19

Thème(s) : Autre, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

L'installation doit être équipée d'un bassin de confinement étanche. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers.

En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³/t de sous-produits d'origine animale stockées est retenue. Les organes de commandes nécessaires à la mise en place de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. Les eaux recueillies doivent faire l'objet d'un traitement conformément aux dispositions de l'article 18.

Constats :

Un bassin de confinement équipé d'une bache en bon état est existant. Son volume n'est pas connu.

Il est clôturé sur seulement 3 côtés et n'est pas signalé d'un risque de chute. La végétation n'est pas entretenue. Le centre dispose d'un contrat d'entretien et le passage de la société d'entretien des espaces verts est prévu.

Une fiche de procédure « mise en confinement » est présente.

L'emplacement de la vanne de confinement est signalé. La manœuvre de fermeture de la vanne se fait sur place manuellement.

Le centre de collecte dispose d'un contrat avec la société d'assainissement MALEZIEUX pour pomper et récupérer les eaux souillées du bassin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le volume du bassin est à déterminer.

Une clôture et un panneau « danger de chute » sont à poser.

L'entretien des espaces verts est à réaliser.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois